

Canada

FCM

FÉDÉRATION
CANADIENNE DES
MUNICIPALITÉS

FEDERATION
OF CANADIAN
MUNICIPALITIES



Analyse de la maturité climatique des communes bénéficiaires du projet ACICT



acict
ACTION CLIMATIQUE INCLUSIVE
DANS LES COMMUNES TUNISIENNES

Mars 2025

Canada

FCM FÉDÉRATION
CANADIENNE DES
MUNICIPALITÉS FEDERATION
OF CANADIAN
MUNICIPALITIES



Analyse de la maturité climatique des communes bénéficiaires du projet ACICT



Mars 2025

1. Contexte

La Tunisie fait face aujourd'hui à des défis climatiques majeurs et croissants. L'augmentation des températures, la raréfaction des précipitations, l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses prolongées, les vagues de chaleur, les inondations, les incendies de forêt et l'élévation du niveau marin sont devenus des enjeux pressants, particulièrement ressentis par les populations les plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les communautés défavorisées. Ces changements climatiques accentuent les inégalités sociales, économiques et territoriales préexistantes, exigeant ainsi des réponses adaptées, coordonnées et inclusives à l'échelle locale.

C'est dans ce cadre que le projet d'Action Climatique Inclusive dans les Communes Tunisiennes (ACICT), mis en œuvre par la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) en partenariat avec le Centre International de Développement pour la Gouvernance Locale Innovante (CILG) et financé par Affaires Mondiales Canada (AMC), a été lancé. Ce projet, prévu pour la période 2024-2029, se donne pour objectif principal de renforcer les capacités locales d'adaptation et de résilience aux changements climatiques en adoptant une approche inclusive et sensible au genre, tout en intégrant systématiquement les solutions basées sur la nature et la prise en compte de la biodiversité.

Neuf communes représentatives de la diversité géographique et socio-économique du pays ont été sélectionnées dans les régions Nord, Centre et Sud pour participer à ce projet : Medjez El Bebb (Béja), Dar Chaâbane El Fehri (Nabeul), Bargou (Siliana), Mahdia (Mahdia), Rahal (Sidi Bouzid), Chouachi (Kairouan), Djerba Midoun (Médenine), Bchelli Jersine Blidet (Kébili) et Métlaoui (Gafsa). Cette sélection a été opérée selon des critères rigoureux liés à la vulnérabilité climatique, au potentiel de renforcement institutionnel et à la représentativité territoriale afin de maximiser l'impact et la reproductibilité des actions menées.

La présente mission, identifiée sous la référence 1111-06, s'inscrit directement dans la continuité des travaux déjà réalisés dans le cadre de la mission précédente 1111-04, laquelle avait permis une collecte, une revue et une analyse des données climatiques disponibles pour les territoires ciblés ainsi que la production de synthèses sur les enjeux et impacts sociaux, économiques et environnementaux spécifiques à chaque commune.

2. Analyse de la maturité climatique

a. Synthèse globale de la maturité climatique

Tableau 1: Maturité climatique - Djerba Midoun

Dimension	Score (0-3)
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	2
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	3
Partenariats et coordination multi-acteurs	3
Genre, inclusion sociale et équité	2
Outils et instruments disponibles	2
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	2.4
Indice de Maturité Climatique (IMC %)	44.44%

L'analyse de la maturité climatique montre que la commune de Djerba Midoun possède des forces notables en matière de gouvernance institutionnelle, de partenariats multi-acteurs, et de prise en compte de sa vulnérabilité climatique. Toutefois, des améliorations importantes sont nécessaires concernant les capacités locales d'adaptation, l'intégration du genre et l'inclusion sociale, ainsi que le développement des outils techniques disponibles. Ces lacunes identifiées orientent directement la définition des besoins prioritaires en renforcement des capacités, analysés précisément dans la section suivante à partir des questionnaires renseignés par les représentants de la commune.

Tableau 2 : Maturité climatique - Mahdia

Dimension	Score
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	1
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	2
Partenariats et coordination multi-acteurs	2
Genre, inclusion sociale et équité	2
Outils et instruments disponibles	1
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	1,6
Indice de Maturité Climatique (%)	34,78 %

Le score global de 34,78 % indique que les capacités d'adaptation actuelles de la commune de Mahdia sont très inférieures à son niveau de risque climatique. L'écart important entre l'exposition aux aléas et les mécanismes de réponse révèle une situation de fragilité structurelle. Les fondations d'une stratégie

locale d'adaptation existent, mais elles restent largement à consolider à travers une montée en compétence institutionnelle, une mobilisation active des parties prenantes, un ancrage territorial des outils de gestion, et une intégration réelle des enjeux sociaux dans l'action climatique.

Tableau 3 : Maturité climatique - Dar Chaâbane El Fehri

Dimension	Score
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	1
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	2
Partenariats et coordination multi-acteurs	2
Genre, inclusion sociale et équité	1
Outils et instruments disponibles	1
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	1,4
Indice de Maturité Climatique (%)	31,82 %

Avec un indice de maturité climatique de 31,82 %, Dar Chaâbane El Fehri se situe dans une zone de vulnérabilité marquée, où les mécanismes de réponse et les capacités d'adaptation sont encore insuffisants face aux risques identifiés. La commune bénéficie de projets structurants portés par des partenaires extérieurs, mais l'intégration du climat dans la gestion municipale reste embryonnaire. L'absence de structure interne, de planification stratégique et d'outillage réduit considérablement la réactivité et la résilience locale. Un renforcement ciblé des capacités, adossé à une gouvernance locale plus structurée et inclusive, constitue une priorité

Tableau 4 : Maturité climatique - Medjez El Bab

Dimension	Score
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	1
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	1
Partenariats et coordination multi-acteurs	1
Genre, inclusion sociale et équité	0
Outils et instruments disponibles	0
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	0,6
Indice de Maturité Climatique (%)	16,67 %

Avec un indice de maturité climatique de 16,7 %, Medjez el Bab se situe parmi les communes les plus vulnérables du projet ACICT. La combinaison d'une exposition forte aux risques hydriques et d'un très

faible niveau de préparation institutionnelle, technique et sociale crée une situation critique. Sans renforcement immédiat des capacités et structuration de la gouvernance locale du climat, la commune reste exposée à des impacts majeurs, particulièrement dans ses zones rurales et ses secteurs agricoles. La construction d'une réponse résiliente exige une mobilisation coordonnée, multisectorielle et inclusive.

Tableau 5 : Maturité climatique - Bargou

Dimension	Score
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	1
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	1
Partenariats et coordination multi-acteurs	2
Genre, inclusion sociale et équité	1
Outils et instruments disponibles	1
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	1,2
Indice de Maturité Climatique (%)	28,57 %

Avec un indice de maturité climatique de 28,57 %, Bargou présente une forte vulnérabilité face aux aléas climatiques, combinée à des capacités locales encore limitées. Si des partenariats existent, la réponse institutionnelle reste peu structurée, avec une faible intégration du climat dans la gouvernance municipale.

Tableau 6 : Maturité climatique - Rahal

Dimension	Score
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	1
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	1
Partenariats et coordination multi-acteurs	1
Genre, inclusion sociale et équité	0
Outils et instruments disponibles	0
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	0.6
Indice de Maturité Climatique (%)	16,67 %

La maturité climatique de Rahal est très faible. La commune est fortement exposée à la sécheresse, au stress hydrique et à la dégradation des sols, sans disposer de capacités institutionnelles ni techniques suffisantes pour anticiper ou gérer ces risques. L'action locale repose sur des appuis extérieurs non coordonnés, et l'intégration du climat dans la gouvernance municipale est quasi inexistante.

Tableau 7 : Maturité climatique - Bchelli-Jersine-Blidet

Dimension	Score (sur 3)
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	1
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	1
Partenariats et coordination multi-acteurs	1
Genre, inclusion sociale et équité	0
Outils et instruments disponibles	0
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	0,6
Indice de Maturité Climatique (%)	16,67 %

Avec un indice de maturité climatique de 16,67 %, la commune présente une forte exposition aux risques climatiques, mais une capacité d'adaptation institutionnelle, sociale et technique extrêmement faible, rendant sa résilience particulièrement fragile.

Tableau 8 : Maturité climatique - Metlaoui

Dimension	Score (sur 3)
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	1
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	1
Partenariats et coordination multi-acteurs	1
Genre, inclusion sociale et équité	1
Outils et instruments disponibles	1
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	1,0
Indice de Maturité Climatique (%)	25 %

Avec un indice de maturité climatique de 25 %, Mélaoui fait face à une combinaison critique d'aléas climatiques et de pressions anthropiques, avec des moyens institutionnels et sociaux encore insuffisants pour y répondre de manière structurée.

Tableau 9 : Maturité climatique - Couachi

Dimension évaluée	Score (sur 3)
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	1
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	1
Partenariats et coordination multi-acteurs	1
Genre, inclusion sociale et équité	0
Outils et instruments disponibles	0
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	0,6
Indice de Maturité Climatique (%)	16,67 %

Avec un indice de maturité climatique de 16,67 %, Chouachi se trouve dans une situation de forte vulnérabilité, aggravée par une très faible capacité de réponse institutionnelle, sociale et technique.

3. Besoins en renforcement des capacités : tendances et écarts

L'analyse des questionnaires communaux met en évidence un socle commun de besoins en renforcement des capacités pour l'adaptation climatique, tout en révélant des disparités marquées selon le profil territorial, le niveau d'équipement et la maturité institutionnelle.

3.1. Capacités techniques et institutionnelles

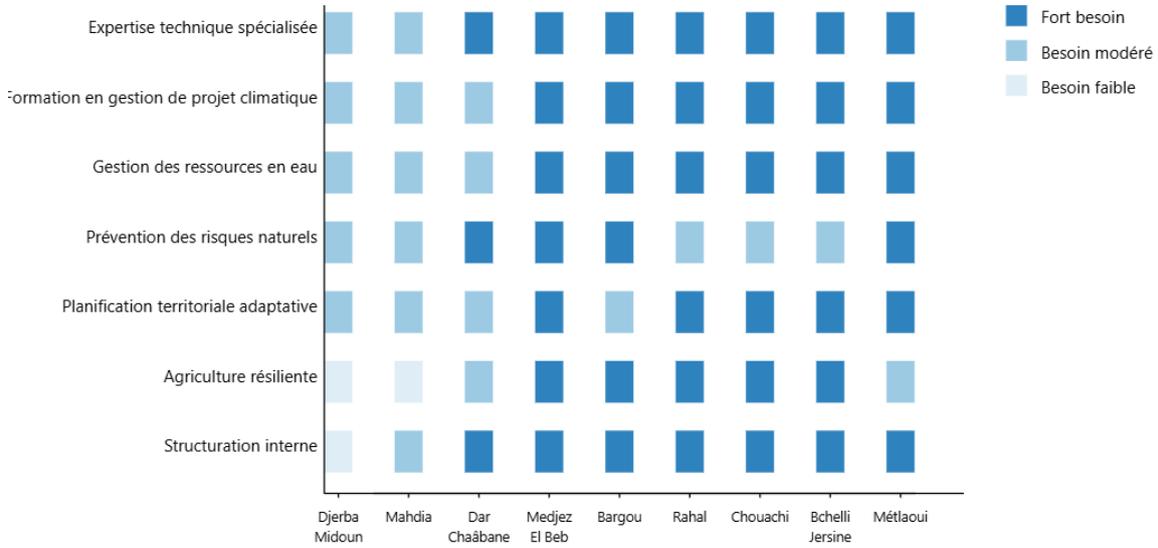
Trois domaines prioritaires se dégagent clairement :

- Formation technique : 89 % des communes expriment un besoin urgent en formation sur la gestion des ressources en eau, l'agriculture résiliente, la planification territoriale et la prévention des risques.
- Structuration interne : 67 % ne disposent d'aucune cellule dédiée au climat, et 78 % souhaitent désigner un référent ou créer une unité climat.
- Expertise spécialisée : La totalité des communes signale un déficit en compétences techniques (SIG, ingénierie environnementale, hydrogéologie).

Convergences et spécificités :

- Toutes les communes demandent un appui en montage et gestion de projets climatiques.
- Les communes rurales du centre et du sud (Rahal, Chouachi, Bchelli Jersine, Bargou) partagent un besoin aigu en agriculture résiliente et gestion de l'eau.
- Les communes côtières (Mahdia, Djerba Midoun, Dar Chaâbane El Fehri) expriment des besoins plus spécifiques en gestion du littoral.
- Mévlaoui se distingue par des besoins liés à la pollution industrielle ; Medjez el Bab par la gestion des inondations.

Figure 1 - Besoins en capacités techniques et institutionnelles exprimés par les communes ACICT

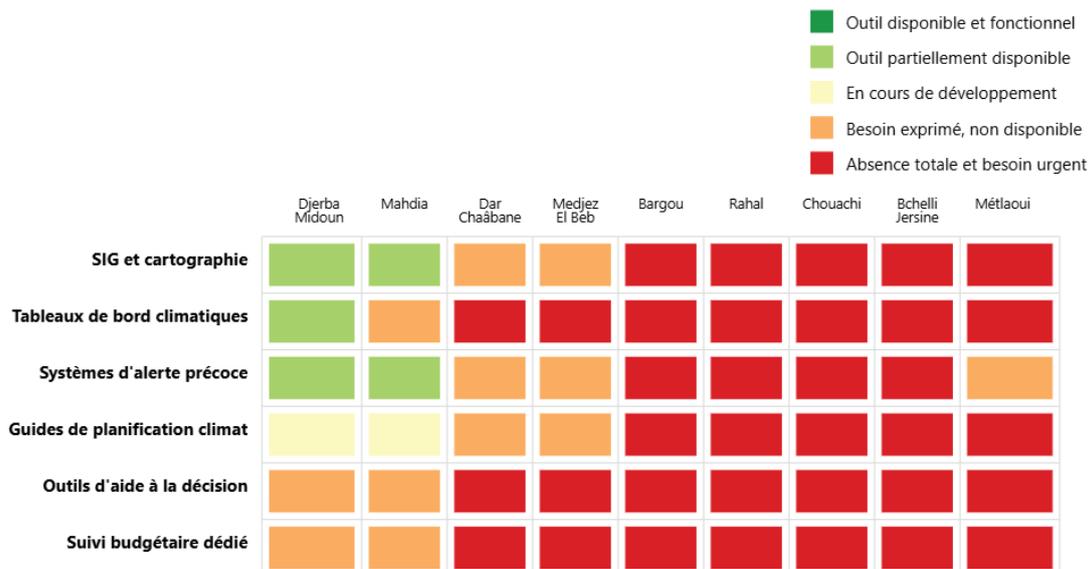


3.2. Systèmes de suivi, outils de planification et dispositifs d'alerte

Le niveau d'équipement technique varie fortement entre les communes :

- Communes relativement équipées (Djerba Midoun, Mahdia) : SIG partiels, tableaux de bord rudimentaires, dispositifs d'alerte en cours.
- Communes partiellement équipées (Dar Chaâbane El Fehri, Medjez el Bab) : quelques cartes et données, mais absence de structuration.
- Communes dépourvues d'outillage (Bargou, Rahal, Chouachi, Bchelli Jersine, Métlaoui) : aucun système de suivi ou base de données climatique.

Figure 2 - État des outils techniques et besoins exprimés par les communes ACICT

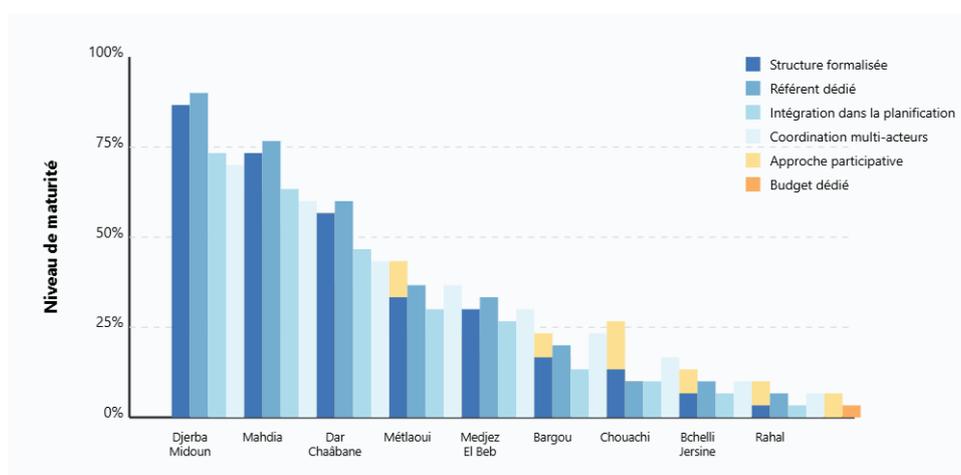


Les besoins exprimés se répartissent en quatre catégories :

- Outils cartographiques et SIG (89 %) : cartographie des zones à risque, planification spatiale.
- Tableaux de bord et indicateurs de suivi (100 %) : suivi climatique, budgétisation spécifique.
- Systèmes d’alerte précoce (78 %) : inondation, canicule, incendie.
- Outils d’aide à la décision (89 %) : guides, référentiels, matrices de priorisation.

Cette hétérogénéité reflète un clivage entre communes littorales (partiellement équipées) et communes rurales de l’intérieur (quasi dépourvues d’outils). Les communes (toutes pratiquement) demandent prioritairement à être formées aux plateformes SIG déjà développées par les ministères de l’Agriculture et du Développement régional, plutôt que de créer de nouveaux outils. Cette approche garantirait la compatibilité des données et éviterait la duplication des efforts entre niveaux local et national.

Figure 3 - Niveau de maturité de la gouvernance climatique des communes ACICT



3.3. Gouvernance et pilotage local de l’action climatique

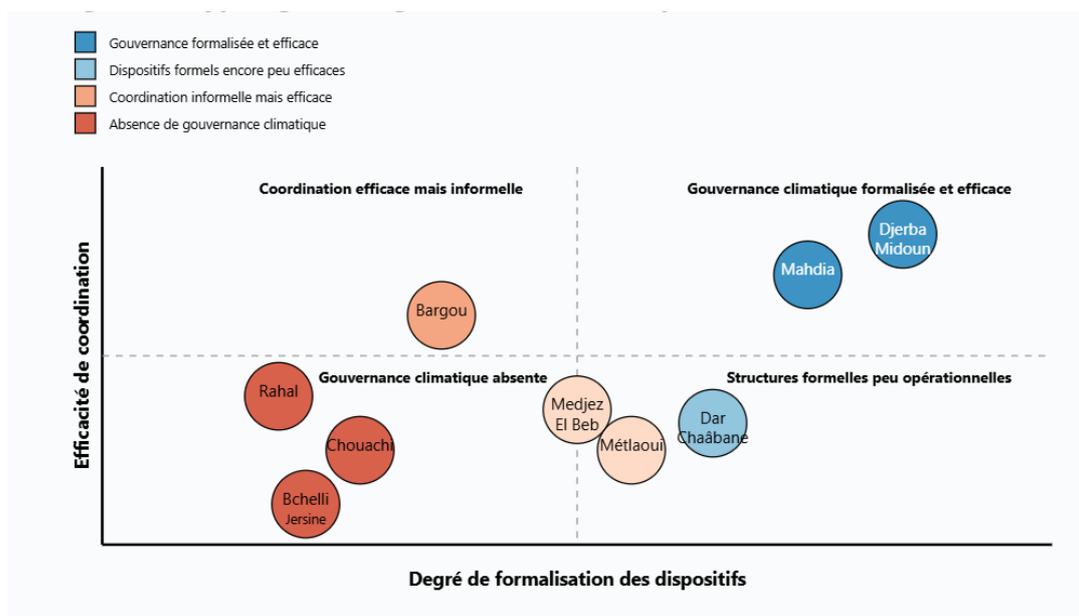
L’analyse permet de distinguer trois modèles de gouvernance :

- Modèles formalisés (Djerba Midoun, Mahdia) : référents climat désignés, comités de coordination actifs, intégration dans la planification municipale.
- Modèles en construction (Dar Chaâbane EL Fehri, Mélaoui, Medjez el Bab) : dynamiques émergentes, mais manque de structuration.
- Modèles embryonnaires (Bargou, Rahal, Chouachi, Bchelli Jersine Blidet) : absence de structure, de coordination et de vision stratégique.

Les facteurs de différenciation incluent :

- La taille et les ressources des communes,
- Le degré d’exposition visible aux aléas (ex. érosion côtière),
- L’appui de partenaires externes,
- L’engagement politique local et l’expérience antérieure en gestion de projet.

Figure 4 - Typologie de la gouvernance climatique dans les communes ACICT



L'ensemble des communes partagent un déficit en expertise technique et en outils de planification. Les communes côtières et urbaines disposent d'une base institutionnelle à consolider, tandis que les communes rurales et de l'intérieur présentent des lacunes structurelles. Le programme ACICT devra adapter ses actions de renforcement aux profils communaux : appui fondamental pour les plus vulnérables, et approfondissement ciblé pour les plus avancées.

3.4. Synthèse des besoins par commune

Tableau 10 : Synthèse des besoins prioritaires en renforcement de capacités

Commune	Besoins prioritaires spécifiques
Djerba Midoun	Littoral touristique. Focus sur gestion intégrée littoral-tourisme , techniques agricoles adaptées au stress hydrique, et clarification des rôles institutionnels multi-acteurs. Seule commune demandant explicitement des outils de communication citoyenne avancés.
Mahdia	Littoral historique. Accent sur intégration du genre et coordination interinstitutionnelle. Besoin marqué en outils numériques de suivi-évaluation et sensibilisation communautaire patrimoniale.
Dar Chaâbane El Fehri	Littoral urbain. Priorité à la résilience urbaine côtière et protection du littoral. Demande spécifique de formation aux plateformes SIG ministérielles existantes.
Métlaoui	Urbain minier. Seule commune avec besoins liés aux impacts miniers sur le climat urbain . Focus sur gouvernance participative et gestion des risques combinés (climat + pollution).
Bargou	Rural montagneux. Accent sur sensibilisation des zones rurales éloignées et intégration climat dans développement agricole. Besoins basiques en planification territoriale.
Medjez el Bab	Rural fluvial. Focus sur gestion des risques d'inondation . Besoins fondamentaux : création structure dédiée, communication climatique de base.

Rahal	Rural semi-aride. Besoins génériques en adaptation rurale. <i>Formation de base</i> sur enjeux climatiques et gestion des ressources naturelles.
Bchelli Jersine Blidet	Oasien. Spécificité gestion de l'eau en milieu hyperaride . Accent sur participation communautaire femmes/jeunes et techniques oasiennes adaptées.
Chouachi	Rural agricole. Besoins basiques similaires aux autres communes rurales. <i>Formation générale</i> et sensibilisation habitants.

3.5. Inclusion sociale et genre : état des lieux comparatif

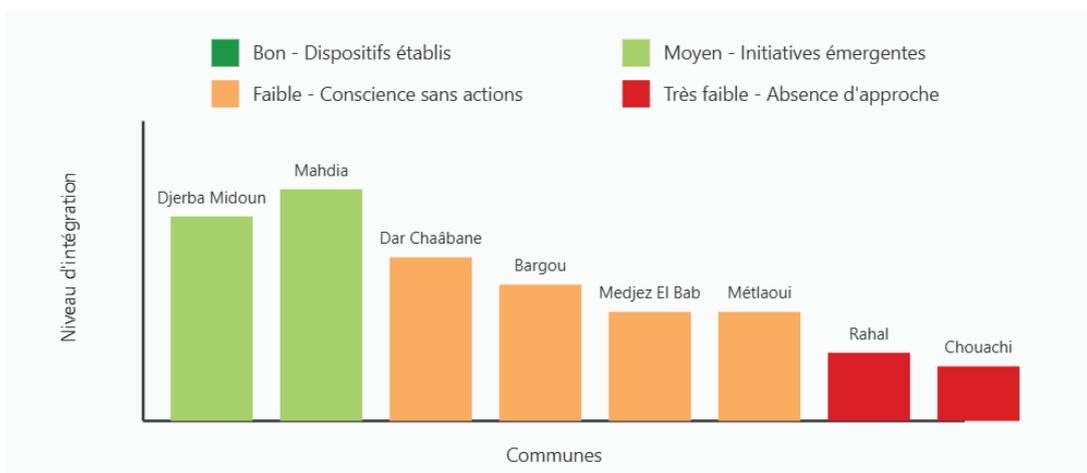
L'analyse comparative révèle d'importantes disparités entre les neuf communes du projet ACICT dans la prise en compte des enjeux de genre et d'inclusion sociale face aux changements climatiques. Malgré le rôle essentiel des femmes et des groupes vulnérables dans la résilience territoriale, leur intégration institutionnelle reste globalement limitée, avec des approches variant considérablement selon les contextes locaux.

3.5.1. Degré d'intégration du genre et des groupes vulnérables

L'intégration du genre dans les démarches climatiques municipales se caractérise par trois profils distincts :

- Communes à dispositifs émergents (Mahdia, Djerba Midoun, Dar Chaâbane El Fehri) :
Ces communes côtières ont engagé des démarches ciblées pour intégrer les femmes et les jeunes, telles que des ateliers participatifs dédiés (Mahdia), des formations pour les femmes entrepreneures (Djerba Midoun) ou encore des premières initiatives locales en matière de genre (Dar Chaâbane El Fehri). Malgré ces efforts, les mécanismes restent partiellement structurés et nécessitent une consolidation institutionnelle.
- Communes à intégration minimale (Medjez el Bab, Mélaoui) :
Ces communes affichent des actions ponctuelles ou symboliques, avec un taux très limité de participation féminine (inférieur à 15 %). Les dispositifs de consultation dédiés au genre restent largement informels ou absents.
- Communes sans approche genrée (Bchelli Jersine Blidet, Rahal, Chouachi, Bargou) :
Dans ces territoires ruraux ou semi-arides, l'intégration du genre est inexistante sur le plan institutionnel. Malgré le rôle central des femmes dans les activités agricoles, domestiques et communautaires, aucun mécanisme spécifique n'est mis en place pour répondre à leurs besoins particuliers.

Figure 5 - Niveau d'intégration du genre et de l'inclusion sociale dans les communes du projet ACICT

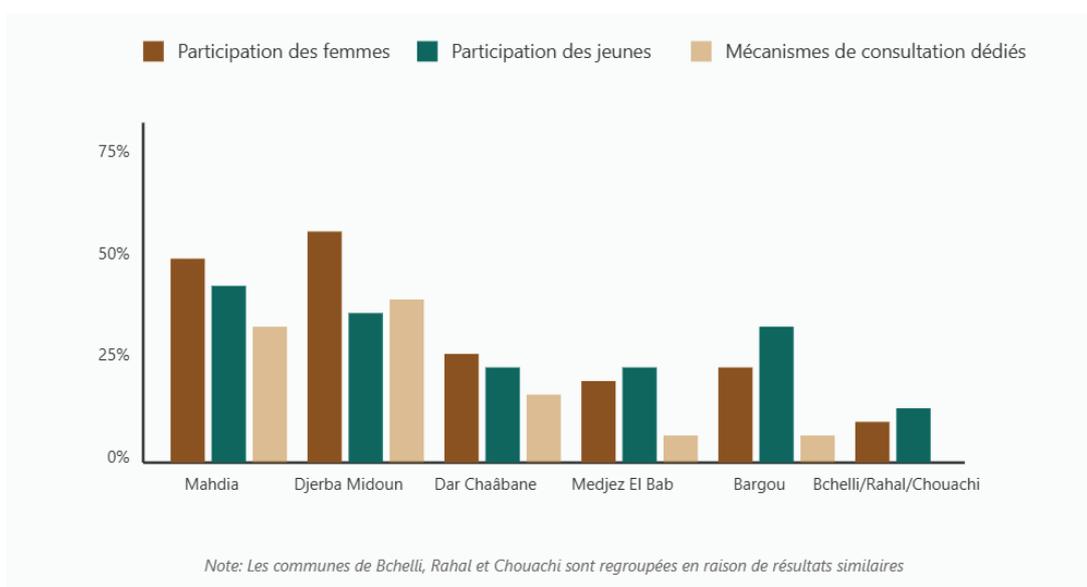


3.5.2. Participation et représentativité des femmes et des jeunes

Les taux de participation des femmes et des jeunes dans les dispositifs climatiques municipaux montrent une forte disparité selon les contextes territoriaux :

- Communes littorales (Djerba Midoun, Mahdia) : présentent les taux les plus élevés (environ 30-35 % femmes, 25 % jeunes), grâce à une mobilisation plus structurée, mais encore perfectible.
- Communes urbaines intermédiaires (Dar Chaâbane El Fehri) : niveau intermédiaire avec une participation féminine autour de 20 %, mais des mécanismes de consultation peu formalisés.
- Communes rurales et intérieures (Bargou, Chouachi, Rahal, Bchelli Jersine Blidet) : participation quasi inexistante des femmes et des jeunes, absence de mécanismes de consultation dédiés, reflétant des obstacles sociaux et institutionnels profonds.

**Figure 6 - Participation des femmes et des jeunes dans les dispositifs climatiques
Comparaison entre les communes ACICT**

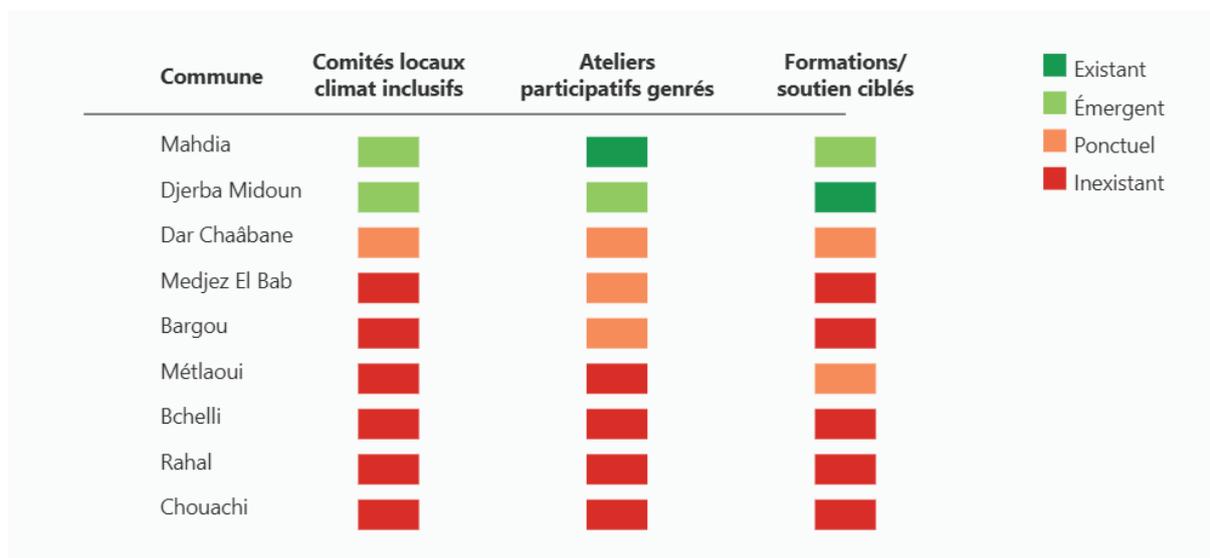


3.5.3. Disparités territoriales et besoins spécifiques

L'analyse permet d'identifier des facteurs clés expliquant les écarts d'intégration sociale et de genre :

- Fracture littoral-intérieur : les communes côtières disposent de davantage d'opportunités économiques, de sensibilisation environnementale et d'accès aux financements internationaux, facilitant l'intégration sociale.
- Clivage urbain-rural : les territoires urbains (Métlaoui) offrent un cadre plus propice aux initiatives inclusives que les communes rurales à économie agricole dominante (Bargou, Rahal, Chouachi).
- Influence économique : les communes dotées de secteurs économiques diversifiés (tourisme à Djerba, Mahdia) intègrent plus efficacement les enjeux de genre comparées aux communes à économie plus fragile et moins diversifiée.

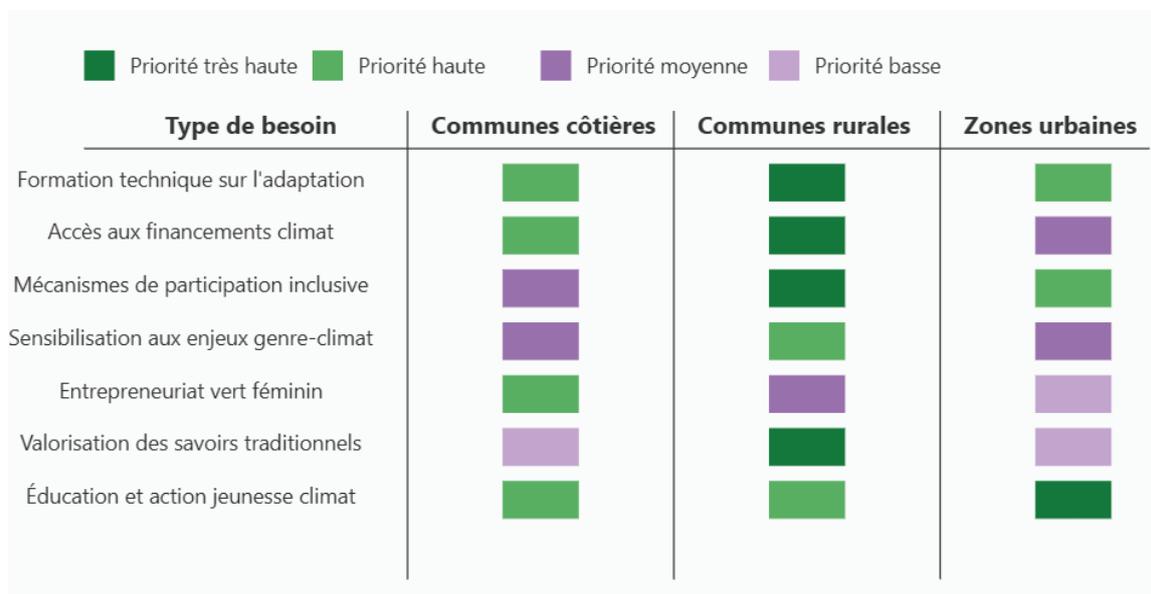
Figure 7 - Mécanismes de consultation inclusive par commune
Types et disponibilité par commune ACICT



Les besoins spécifiques des communes illustrent clairement ces disparités :

- Communes côtières et touristiques (Djerba Midoun, Mahdia) : priorisent l'entrepreneuriat féminin durable, l'accès aux financements climat et les formations techniques spécifiques (tourisme durable, érosion côtière).
- Communes rurales agricoles (Bargou, Rahal, Chouachi, Medjez el Bab) : requièrent des mécanismes d'inclusion des femmes rurales dans les processus décisionnels, l'appui à l'entrepreneuriat agricole féminin, et la valorisation des savoir-faire traditionnels face aux aléas climatiques.
- Communes urbaines industrielles (Métlaoui) : insistent sur l'intégration sociale face aux enjeux sanitaires (pollution, chaleur extrême), avec une attention particulière à la participation des femmes dans les dispositifs de gouvernance environnementale locale.
- Communes oasiennes (Bchelli Jersine Blidet) : privilégient la participation féminine dans la gestion durable des ressources en eau, la préservation et valorisation des savoirs traditionnels, et le développement d'activités économiques adaptées au contexte oasien.

**Figure 8 - Besoins spécifiques en matière d'inclusion sociale et genre
Par type de commune ACICT**



Cette analyse révèle la nécessité d'une stratégie différenciée et contextuelle pour renforcer l'intégration du genre et de l'inclusion sociale dans les actions climatiques communales. Elle souligne l'importance d'actions ciblées, institutionnalisées et adaptées aux réalités territoriales afin d'assurer une adaptation climatique véritablement inclusive dans les neuf communes du projet ACICT.

4. Recommandations stratégiques

Cette section propose une feuille de route stratégique construite sur les besoins exprimés par les communes ACICT, enrichie par les expériences internationales en matière de renforcement des capacités climatiques locales. Les propositions sont structurées selon cinq axes complémentaires.

4.1. Recommandations par commune

Djerba Midoun & Mahdia

- Consolider les compétences techniques à travers des formations avancées sur les systèmes d'information géographique (SIG) appliqués à la gestion littorale (exemple : programme RCERA – Canada)¹.
- Mettre en œuvre des outils d'aide à la décision adaptés à l'échelle municipale, tels que ceux proposés dans le guide Impact' Climat (France)²

¹ Réseau canadien d'échange et de renforcement des capacités en adaptation. RCERA – Canada. Disponible en ligne : <https://www.rcera.ca>

² ADEME (Agence de la transition écologique), 2020. *Impact' Climat – Guide pratique pour intégrer l'adaptation dans les politiques locales*. Disponible en ligne : <https://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/3779-impact-climat.html>

Dar Chaâbane El Fehri & Métraoui

- Structurer une cellule climat au sein de la commune avec mandat clair, en s'inspirant des modèles du Centre d'Innovation Climatique (CIC Vietnam)³
- Déployer des technologies climatiques (capteurs, stations météo, alertes précoces) pour anticiper les effets locaux du changement climatique.

Medjez el Bab, Bargou, Rahal, Chouachi, Bchelli Jersine Blidet

- Organiser des formations pratiques en **agriculture climato-intelligente** et gestion de l'eau, sur le modèle des éco-villages en Tanzanie⁴
- Initier des projets pilotes : puits solaires, micro-irrigation, reboisement participatif.

4.2. Recommandations à l'échelle du projet (niveau régional/national)

- Structurer un cadre national d'action locale climat, s'inspirant des stratégies adoptées en Albanie et Bosnie-Herzégovine via le programme PNUD⁵
- Renforcer les synergies entre communes à travers des plateformes régionales de dialogue et de mutualisation des bonnes pratiques (réseau RCERA – Canada)⁶
- Faciliter l'accès au financement climatique via des guichets dédiés, sur le modèle du mécanisme LoCAL utilisé en Tunisie par le PNUD⁷

4.3. Propositions de renforcement des capacités et d'outillage

- Former en continu les agents techniques municipaux via un programme structuré basé sur les approches du RCERA (diagnostics participatifs, SIG, gestion intégrée de l'eau)⁸.
- Déployer des outils numériques et d'observation climatique, à l'image des systèmes intégrés mis en place dans le cadre du CIC Vietnam (stations météo, plateformes web cartographiques)⁹.
- Utiliser des guides méthodologiques opérationnels comme *Impact'Climat* ou les outils du programme LoCAL¹⁰.

3 Vietnam Climate Innovation Center. *Supporting green start-ups and climate technology solutions in Vietnam*.
Disponible en ligne : <https://cic.org.vn>

4 UNDP Tanzania. *The Eco-Village Approach: Strengthening climate resilience through community-based initiatives*.
Disponible en ligne : <https://www.adaptation-undp.org/resources/project-briefs/tanzania-eco-village-model-climate-change-resilience>

5 UNDP. *Strengthening climate change resilience in Albania and Bosnia and Herzegovina through local adaptation planning*.
Disponible en ligne : <https://www.adaptation-undp.org/projects/sccf-climate-change-albania-bosnia>

6 RCERA. *Outils, guides et études de cas en adaptation climatique locale*.
Disponible en ligne : <https://www.rcera.ca/ressources/>

7 UNCDF. *Local Climate Adaptive Living Facility (LoCAL)*.
Disponible en ligne : <https://www.local-uncdf.org>

8 RCERA. *Outils, guides et études de cas en adaptation climatique locale*.
Disponible en ligne : <https://www.rcera.ca/ressources/>

9 Vietnam CIC. *Climate Innovation Center Vietnam – Promoting climate-smart technologies*.
Disponible en ligne : <https://cic.org.vn>

10 UNCDF. *LoCAL Resources and Methodological Guidelines*.
Disponible en ligne : <https://www.local-uncdf.org/resources>

4.4. Intégration des dimensions genre et inclusion sociale

- Réaliser des diagnostics genrés à travers des ateliers participatifs de type PAG-CC (exemple de Mahdia), et suivre les recommandations du PNUD sur les politiques sensibles au genre dans les plans climat¹¹.
- Inclure systématiquement les femmes et les jeunes dans les comités climat et les plans d'action, en s'inspirant des pratiques en Tunisie et au Bénin (entrepreneuriat agricole féminin)¹².
- Renforcer l'autonomie économique des femmes à travers des projets d'écotourisme, artisanat vert, économie circulaire, notamment en zones côtières et oasiennes.

4.5. Mise en réseau et capitalisation des expériences

- Créer une plateforme nationale de bonnes pratiques, sur le modèle de la base de données du mécanisme LoCAL et du répertoire de cas de réussite du RCERA¹³.
- Établir un réseau climat communal ACICT, favorisant le transfert de savoir-faire, le mentorat entre communes, et l'accès commun aux financements.
- Favoriser des partenariats innovants avec les centres de recherche, les universités et les ONG techniques actives dans l'adaptation locale (ex. PNUD, GIZ, ENDA Maghreb, etc.).

4.6. Amélioration des mécanismes de diagnostic des besoins

Pour remédier aux décalages identifiés entre les vulnérabilités réelles et les besoins exprimés (cf. section 6.5), le projet ACICT devra adopter une approche de diagnostic plus inclusive et systémique. Trois axes d'intervention sont prioritaires. Premièrement, élargir la consultation en organisant des ateliers sectoriels avec les acteurs économiques directement exposés (pêcheurs, agriculteurs, hôteliers) et des focus groups spécifiques pour les femmes rurales et les jeunes, permettant d'identifier des besoins techniques et sociaux aujourd'hui invisibles. Deuxièmement, renforcer la transversalité municipale par la création de comités techniques multi-services coordonnés par le référent climat, assurant une lecture croisée des vulnérabilités entre urbanisme, travaux publics, action sociale et environnement. Troisièmement, établir des conseils consultatifs climat territoriaux réunissant municipalités et acteurs économiques pour maintenir une veille continue sur l'évolution des vulnérabilités sectorielles. Ces dispositifs seront soutenus par des outils de diagnostic participatifs et évolutifs, testés dans deux communes pilotes avant généralisation. Un guide méthodologique adapté au contexte tunisien garantira la reproductibilité de cette approche améliorée au-delà du projet ACICT.

4.7. Conclusion

Les recommandations proposées articulent les besoins exprimés localement avec des dispositifs éprouvés à l'international. La mise en œuvre de ces actions devra combiner :

- Approche différenciée selon les profils communaux ;
- Renforcement des compétences existantes par l'apprentissage pair-à-pair ;

11 UNDP. *Gender Equality Strategy – Addressing Climate Change through Gender-responsive Approaches*. Disponible en ligne : <https://www.undp.org/publications/gender-and-climate-change-strategy>

12 UNDP Benin. *Integrating Gender Equality in Climate Change Adaptation in Benin*. Disponible en ligne : <https://www.adaptation-undp.org/projects/af-benin>

13 UNCDF. *LoCAL – Library of good practices and case studies in local climate finance*. Disponible en ligne : <https://www.local-uncdf.org/library>

- Intégration transversale du genre et de l'inclusion ;
- Mobilisation d'un réseau territorial de collectivités résilientes, engagé dans la transition climatique.

5. Conclusion et perspectives

L'analyse conduite dans le cadre du projet ACICT met en lumière l'ampleur des défis auxquels font face les communes tunisiennes pour intégrer de manière cohérente et opérationnelle les enjeux liés au changement climatique. Elle révèle une forte homogénéité en matière de vulnérabilité climatique (Indice de Risque élevé dans toutes les communes) mais une grande hétérogénéité dans les capacités locales d'adaptation, les dispositifs institutionnels, les outils techniques disponibles et l'inclusion des populations vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes.

Un besoin d'appui différencié et structurant

Le travail mené souligne l'existence de profils communaux contrastés, allant de communes relativement avancées en matière de gouvernance climatique à des collectivités dépourvues de toute structure dédiée. Ce gradient de maturité appelle une approche différenciée et progressive dans le renforcement des capacités : accompagnement de base pour les communes les plus vulnérables, consolidation ciblée pour celles déjà engagées.

Par ailleurs, les écarts entre les territoires soulignent l'importance de renforcer la cohérence verticale (entre niveau local, régional et national) et horizontale (entre services municipaux et entre communes elles-mêmes), notamment par la création de dispositifs de coordination, de partage d'expérience et de mise en réseau.

Des leviers prioritaires à activer

L'ensemble des analyses pointe vers des leviers d'action clés pour accélérer la transition climatique des territoires :

- La montée en compétences des acteurs locaux (élus, techniciens, société civile) sur les enjeux climatiques ;
- La structuration d'outils de diagnostic, de suivi et de planification opérationnelle ;
- L'ancrage institutionnel de la gouvernance climat au niveau communal ;
- L'intégration systématique des principes d'équité, de genre et d'inclusion sociale dans toutes les étapes de l'adaptation ;
- L'accès facilité à des financements climatiques adaptés aux capacités locales.

Perspectives de mise en œuvre

À court terme, la consolidation des cellules climat communales et la mise en place de projets pilotes d'adaptation peuvent permettre une première structuration concrète de l'action locale. À moyen terme, la création d'un réseau intercommunal de résilience climatique – articulé à l'échelle régionale – favorisera le transfert de compétences et l'harmonisation des approches. Enfin, à long terme, l'institutionnalisation du climat comme priorité municipale, intégrée dans les plans de développement locaux, constituera la base d'une gouvernance territoriale durable et inclusive face aux changements climatiques.

Rôle stratégique du projet ACICT

Le projet ACICT peut jouer un rôle de catalyseur en outillant, en accompagnant et en structurant les collectivités locales tunisiennes pour faire face aux défis climatiques. En favorisant une approche territoriale intégrée et inclusive, fondée sur l'expérience des communes elles-mêmes, il contribue à créer les conditions d'une résilience locale ancrée, évolutive et équitable.

